



VICE-RECTORAT DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des ressources humaines

Département des personnels de l'enseignement public
Immeuble VEHIARII
25 avenue Pierre Loti
BP : 5684 - 98716 Pirae - TAHITI

Le vice-recteur de Polynésie française,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat,

Vu les lignes directrices de gestion ministérielles du 16 décembre 2024 relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels des personnels des ministères de l'Education nationale, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, parues au BOEN spécial n° 7 du 19 décembre 2024,

ARRETE

Article 1^{er} : Les adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur principaux de 2^{ème} classe dont les noms suivent sont promus au grade de **principal 1ère classe des adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur** au titre de l'année 2026 :

Ordre mérite	Civilité	Nom d'usage	Prénom	Affectation
1	Madame	TEINAURI	Oriana	Direction générale de l'éducation et des enseignements
2	Monsieur	JAMET	Taero	Direction générale de l'éducation et des enseignements
3	Madame	MAI	Miere	Direction générale de l'éducation et des enseignements
4	Monsieur	ARIOTIMA	Karl	Lycée professionnel de Faa'a
5	Madame	RAVELOSON	Brigitte	Collège de Taaone
6	Madame	TEOTAH	Teurihei	Lycée polyvalent de Taravao
7	Madame	CONRAD-APUARI	Elisabeth	Lycée professionnel de Faa'a
8	Madame	TIAHO-GOMBERT	Erena	Lycée Ihi Tea No Vavau

Article 2 : Le classement des intéressés dans leur nouveau grade fera l'objet d'un arrêté individuel.



VICE-RECTORAT DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des ressources humaines

Article 3 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du vice-rectorat de Polynésie française et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de la signature dans les locaux du vice-rectorat, immeuble Vehiarii, 25 avenue Pierre Loti, 98713 Papeete (accueil).

Article 4 : Le secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2026

Le vice-recteur
de la Polynésie française



André CANVEL



Nota :

- La part des femmes parmi les agents promouvables est de 88 %, la part des hommes est de 13 %.
- La part des femmes parmi les agents promus est de 75 %, la part des hommes est de 25 %.
- L'ancienneté moyenne de grade des agents promus est de : 17 ans 06 mois 16 jours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision*. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
 - ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.
- Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

* 3 mois pour les personnes ne demeurant pas en Polynésie française et présentant leur demande devant le tribunal administratif de la Polynésie française et 4 mois pour les personnes demeurant à l'étranger